



CHAPITRE 76

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

[Sanctionnée le 20 avril 1945]

CHAPTER 76

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Assented to, the 20th of April, 1945]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, modifiée par les lois, 2 George VI, chapitre 110; 3 George VI, chapitre 108; 4 George VI, chapitre 84 et 6 George VI, chapitre 77, soit de nouveau modifiée afin de lui donner de plus amples pouvoirs, et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 139,
remp.
pour la
cité.

1. L'article 139 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé pour la cité par l'article 17 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

Listes
électorales.

"139. Le 10 février, le greffier doit certifier chacune desdites listes et elles demeurent déposées à son bureau jusqu'au 22 février suivant, de neuf heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

Avis.

Au moins trois jours avant le 14 février le greffier doit donner un avis public dans lequel il déclare que la liste électorale a été préparée suivant la loi et qu'elle est

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, as amended by the acts 2 George VI, chapter 110; 3 George VI, chapter 108; 4 George VI, chapter 84, and 6 George VI, chapter 77, be again amended, in order that it may be granted more ample powers; and

Whereas it is expedient to grant the prayer of the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 139 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city by the act 1 George VI, chapter 105, section 17, is again replaced, for the city, by the following:

"139. On the 10th of February, the clerk shall certify each of the said lists and they shall remain lodged in his office until the 22nd of February, following, from nine o'clock in the morning until four o'clock in the afternoon.

Not less than three days prior to the 14th of February, the clerk shall give a public notice setting forth that the electoral list has been prepared according to

déposée à son bureau pour l'information de toute personne intéressée."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.
pour la
cité.

2. L'article 143 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé pour la cité par l'article 18 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Greffier
spécial.

"**143.** Si le 10 février, le greffier n'a pas préparé la liste électorale, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, un juge de la Cour supérieure doit, sur requête sommaire d'un électeur, nommer un greffier spécial pour préparer la liste électorale."

S.R.,
c. 233,
a. 408,
remp.
pour la
cité.

3. L'article 408 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé pour la cité par l'article 94 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

Heures du
scrutin.

"**408.** Les bureaux de votation devront être ouverts de neuf heures du matin à six heures de l'après-midi.

Procédu-
re.

Les procédures dans chaque quartier devront être les mêmes autant que possible qu'aux élections municipales tenues en vertu de cette charte et de la Loi des cités et villes. Le sous-officier-rapporteur inscrira au dos de chaque bulletin, lorsqu'il le donnera au voteur, le montant en chiffre de l'évaluation de ses propriétés immobilières imposables, telle qu'elle apparaîtra sur la liste des voteurs, et inscrira en dessous ses initiales."

S.R., c.
233, a.
469, am.
pour la
cité.
Garderies.

4. L'article 469 de la Loi des cités et villes, est modifié pour la cité en y ajoutant, le paragraphe suivant:

"**23°** Pour octroyer des permis aux garderies d'enfants, aux maternités et aux hôpitaux privés, et les réglementer."

S.R., c.
233, a.
502, remp.
pour la
cité.
Mutation
de pro-
priétaire.

5. L'article 502 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la cité par le suivant.

"**502.** Après chaque mutation de propriétaire ou d'occupant d'un terrain ou d'une bâtisse mentionnée au rôle d'évaluation en vigueur, le greffier, sur un rapport du registraire ou autre preuve suffisante, peut rayer le nom de l'ancien propriétaire et y inscrire celui du nouveau."

law and that it has been lodged in his office for the information of all persons interested."

2. Section 143 of the Cities and Towns R.S., Act, as replaced for the city by the act 1 George VI, chapter 105, section 18, is replaced again replaced, for the city, by the following:

"**143.** If, on the 10th of February, the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, a judge of the Superior Court, on summary petition of an elector, shall appoint a special clerk to prepare the electoral list."

3. Section 408 of the Cities and Towns R.S., Act, as replaced for the city by the act 1 George VI, chapter 105, section 94, is again replaced, for the city, by the following:

"**408.** The polling-stations shall be open from nine o'clock in the morning until six o'clock in the afternoon.

The proceedings in each ward shall be the same, as nearly as may be, as at municipal elections held under this Cities and Towns' Act, and the charter of the city. The deputy returning-officer shall inscribe on the back of each ballot, upon giving same to the voter, the amount in figures of the valuation of his taxable real estate, as it appears on the voter's list, and shall inscribe his initials underneath."

4. Section 469 of the Cities and Towns R.S., Act is amended, for the city, by adding thereto the following paragraph:

"**23.** To license and regulate nurseries, maternity establishments and private hospitals."

5. Section 502 of the Cities and Towns R.S., Act is replaced, for the city, by the following:

"**502.** After every change of owner or occupant of any lot of land or building set forth in the valuation roll in force, the clerk, on a report from the registrar or other sufficient proof, may erase the name of the former owner, and enter on such roll the name of the new one."

1937,
c. 105,
a. 121,
remp.
Démis-
sions.

6. L'article 121 de la loi 1 George VI chapitre 105, est remplacé par le suivant :

"121. Les officiers municipaux suivants, savoir le greffier, le trésorier, l'ingénieur de la cité, le surintendant des services de l'électricité et du gaz, le surintendant de la voirie, le directeur du service de la police et le directeur du service des incendies ne pourront être congédiés à moins du vote affirmatif d'au moins sept membres du conseil."

Contrat
ratifié.

7. Nonobstant les dispositions de l'article 6 de la présente loi, le contrat passé devant Me. Chénier Picard, notaire, à Sherbrooke, le 5 janvier, 1945, entre la cité et Wilfrid Percy Donahue, directeur du service des incendies est ratifié et déclaré valide et légal.

Cotisa-
tion, etc.
ratifiée.

8. La cotisation d'immeubles et la perception des taxes déjà effectuées en vertu des dispositions de l'article 92 de la loi 1 George VI, chapitre 105 sont ratifiées et validées.

Formule.

9. La formule X mentionnée à l'article 403 de la Loi des cités et villes édicté, pour la cité de Sherbrooke, par l'article 94 de la loi 1 George VI, chapitre 105, sera la formule X annexée à la présente loi.

Idem.

La formule Y mentionnée à l'article 406 de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité de Sherbrooke, par l'article 94 de la loi 1 George VI, chapitre 105, sera la formule Y annexée à la présente loi.

S.R., c.
233, a.
427, am.
pour la
cité.

10. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 3^a, édicté par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 39 par le suivant :

Examen
médical,
etc.

"3^a. Pour obliger toute personne employée dans un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne, et toute personne employée dans un établissement manipulant des produits alimentaires, entre autres, les épiceries, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, à subir un examen médical annuel et à fournir aux fonctionnaires municipaux désignés à cette fin, un certificat

6. Section 121 of the act 1 George VI, 1937, chapter 105, is replaced by the following: c. 105, s. 121, replaced. Certain dismissals.

"121. The following municipal officials, to wit: the clerk, the treasurer, the city engineer, the superintendent of the electricity and gas services, the superintendent of roads, the director of the police department and the director of the fire department, may be dismissed only upon the affirmative vote of at least seven members of the council."

7. Notwithstanding the provisions of section 6 of this act, the contract before Chénier Picard, notary, at Sherbrooke, on the 5th of January, 1945, between the city and Wilfrid Percy Donahue, director of the fire department, is ratified and declared valid and legal. Contract ratified.

8. The assessment of immoveables and the collection of taxes heretofore carried out under the provisions of section 92 of the act 1 George VI, chapter 105, are ratified and validated. Assessment, etc. ratified.

9. Form X mentioned in section 403 of the Cities and Towns Act, as enacted, for the city of Sherbrooke, by the act 1 George VI, chapter 105, section 94, shall be the form X annexed to this act. Form.

Form Y mentioned in section 406 of the Cities and Towns Act, as enacted, for the city of Sherbrooke, by the act 1 George VI, chapter 105, section 94, shall be the form Y annexed to this act. Idem.

10. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 3^a thereof, as enacted by the act 8 George VI, chapter 39, section 4, by the following: R.S., c. 233, s. 427, am. for city.

"3^a. To oblige every person employed in a hotel, restaurant, barber's shop, hair-dressing establishment, beauty parlor, laundry or tavern and every person employed in an establishment where food products are handled, amongst others, groceries, bakeries, butchers' shops, dairies and places where liquors are bottled, to undergo an annual medical examination and to furnish the municipal officers appointed for such purpose with a medical Medical examination, etc.

médical attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection.

Certificat. Pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne, ou un établissement manipulant des produits alimentaires, entre autres les épiceries, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, de prendre ou garder à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat du fonctionnaire compétent attestant qu'elle a fourni le certificat médical susmentionné; pour fixer les catégories d'emplois auxquels le règlement est applicable;".

1937, c. 105, ss. 11 et 92, ab.
S.R., c. 233, s. 469, am. pour la cité.

11. Les articles 11 et 92 de la loi 1 George VI, chapitre 105 sont abrogés.

12. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 22° le suivant:

"23° Pour réglementer les salles à manger publiques, les restaurants, les roulottes, les magasins dont le principal commerce est de vendre des bonbons, du tabac, de la crème glacée, leur imposer un permis annuel dont le prix ne devra pas dépasser un dollar par année. Ce paragraphe ne s'appliquera pas aux salles à manger situées dans un hôtel.

Taxe d'affaire annuelle. En sus de la licence imposée par la présente loi, les magasins resteront sujets à la taxe d'affaire annuelle imposée par la cité."

Recouvrement de frais d'hospitalisation. **13.** Lorsqu'une personne atteinte de maladie contagieuse aura été hospitalisée et soignée à l'hôpital civique de la cité de Sherbrooke, la cité pourra recouvrer les frais d'hospitalisation par elle payés de la personne elle-même ou de ceux qui sont obligés en loi ou par convention à son entretien, et, dans tous les cas, de la municipalité où cette personne avait son domicile lors de son hospitalisation, pourvu que ladite municipalité ait été avisée dans les huit jours de l'hospitalisation. La municipalité qui aura payé de tels frais d'hospitalisation à la cité pourra recouvrer les sommes payées de la personne hospitalisée elle-même ou de ceux qui sont

certificate stating that he is not a germ carrier liable to spread infection.

To forbid any keeper or operator of a hotel, restaurant, barber's shop, hair-dressing establishment, beauty parlor, laundry, tavern or an establishment where food products are handled, amongst others groceries, bakeries, butchers' shops, dairies and places where liquors are bottled to employ or keep in his employ any person not provided with a certificate from the proper official stating that such person has furnished the above-mentioned medical certificate; to determine the classes of employment to which the by-law shall apply;".

11. Sections 11 and 92 of the act 1 George VI, chapter 105, are repealed.

12. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 22 thereof, the following paragraph:

"23. To regulate public dining-rooms, restaurants, caravans and stores whose principal business is to sell candy, tobacco or ice-cream, and to subject them to an annual permit the price of which shall not exceed one dollar per annum. This paragraph shall not apply to dining-rooms situated in hotels.

Besides the license imposed by this act, the stores shall remain subject to the annual business tax imposed by the city."

13. Whenever a person suffering from a contagious disease has been hospitalized and cared for in the civic hospital of the city of Sherbrooke, the city may recover the cost of hospitalization paid by it from such person himself or from those responsible by law or by agreement for his maintenance and, in any case, from the municipality where such person was domiciled at the time of his hospitalization, provided the said municipality has been notified within eight days of such hospitalization. The municipality which shall have paid such cost of hospitalization to the city may recover the sums paid from such person himself

obligés en loi ou par convention à son entretien.

Domicile.

Pour les fins de la présente loi, le domicile sera établi conformément à la Loi de l'assistance publique de Québec et le recours par la cité se prescrit par trois ans de la date à laquelle l'hospitalisation à l'hôpital civique a cessé."

Prescription.

Entrée en vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

or from those responsible by law or by agreement for his maintenance.

For the purposes of this act, domicile shall be established in conformity with the Quebec Public Charities Act and recourse by the city shall be prescribed by three years from the date on which such hospitalization in the civic hospital ceased.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

FORMULE X FORM X

1 George VI, 1937, chapitre 105, article 94, (article 403)
1 George VI, 1937, chapter 105, section 94 (section 403)

Cité de Sherbrooke
BULLETIN DE VOTE

City of Sherbrooke
BALLOT PAPER

(date)

(date)

Vote sur règlement No.

Vote on By-law No.

(But de l'emprunt) (Purpose of loan)	POUR—FOR
(Montant—Amount)	CONTRE—AGAINST

ANNEX-TALON—STUB

No. Evaluation }
Valuation } \$.....

Les initiales du
sous-officier-rapporteur }
Initials of the De-
puty Returning-Officer }

(Nom de l'imprimeur)
(Name of Printer)

FORMULE Y

FORM Y

Province de Québec
Cité de Sherbrooke

Province of Quebec
City of Sherbrooke

1 George VI, 1937, chapitre 105, article 94
(article 406)

1 George VI, 1937, chapter 105, section
94 (section 406)

Serment de l'électeur représentant les citoyens

Oath of elector representing citizens

Je, soussigné,
étant dûment assermenté, dépose et dis:
Que je désire favoriser ou combattre, (*se-*
lon le cas), l'adoption du règlement
No..... à l'effet de.....

I, the undersigned,
being duly sworn, do depose and say:
That I am in favour of or against (*as the*
case may be) the adoption of By-law
No..... providing.....

.....
maintenant soumis à l'approbation des
propriétaires d'immeubles de cette cité,
et je jure, de plus, solennellement, que je
ne révélerai à qui que soit comment aucun
des voteurs dudit quartier aura marqué
son bulletin de vote en ma présence. Ain-
si Dieu me soit en aide.

.....
now submitted for the approval of the
real estate owners of this city, and I
furthermore solemnly swear that I will
not reveal to anyone whomsoever how
any voter of the said ward has marked his
ballot in my presence. So help me God.

Assermenté devant moi, en la cité de
Sherbrooke, ce.....
jour de.....19..

Sworn before me at the city of Sher-
brooke, this.....
day of.....19....

.....
Sous-officier-rapporteur.

.....
Deputy returning-officer.